

ASSOCIATION PHILOTECHNIQUE
DE NEUILLY-SUR-SEINE

M. DE MONTYON

CONFÉRENCE

PAR ALBERT MAUGER

ARCHIVISTE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE
VICE-PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION



90945

MONTÉVRAIN

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE DE L'ÉCOLE D'ALEMBERT

1894



M. DE MONTYON

Le XIX^e siècle a déjà un pied dans l'histoire et chacun de nous commence à faire l'examen de conscience de l'époque où nous avons vécu. Nous sommes tentés de le trouver inférieur aux siècles passés : une folie d'armement sévit sur l'Europe, les peuples, surchargés d'impôts, subissent avec une patriotique résignation les fautes de leurs gouvernements ; une science, née à la fin du dernier siècle, apporte à la destruction des moyens tels que la paix semble consolidée par les horreurs de la guerre future ; enfin, si les classes dirigeantes ont disparu, une puissance nouvelle, la finance, les a remplacées, établissant une servitude industrielle à peine moins dure que le servage féodal. Cependant, ce siècle aura une caractéristique : nos descendants le maudiront moins que nous : certains s'émerveilleront devant l'épopée militaire de ses premières années ; d'autres préféreront les progrès paisibles et continus de la liberté civile qui a permis un merveilleux essor industriel et qui font des différents États, quelles que soient les rivalités, les provinces d'un Occident entre lesquels les barrières de la douane nous paraissent aussi surannées que l'étaient les péages pour nos pères.

La fatalité qui semble avoir pesé sur lui est moins l'œuvre des hommes que la conséquence de transformations rapides et qui nous paraissent lentes néanmoins : le progrès continu et pacifique, aujourd'hui rêve d'esprits généreux, demain réalité à peine acquise, donnera naissance à d'autres espoirs et d'étape en étape, conduira l'humanité à un plus grand bien-être qui ne sera jamais la réalisation complète de ses désirs.

Laissant cet examen extérieur, je voudrais scruter ses sentiments. Chacun de ceux qui l'a précédé résume dans quelques personnalités sa floraison morale : le XVII^e siècle nous montre en Vincent Depaul un type accompli de la charité ; le XVIII^e peut

présenter ses émules, l'abbé Cochin et M^{me} Necker; le XIX^e serait-il le siècle de la sécheresse de cœur ?

Rappelons en quelques mots les grandes lignes du XVIII^e siècle dans notre patrie : l'aurore qui a éclairé son berceau était teintée du sang des dragonnades et assombrie par la persécution du Jansénisme ; plus tard, ce sont les vices du Régent et le système de Law, plus démoralisateur encore. Laissons dans une ombre discrète l'époque où s'installa sur le trône la débauche crapuleuse, ses erreurs et ses fautes sont rachetées par l'éclosion de la philosophie. Enfin, à son déclin, admirons, sans la juger dans ses détails, cette œuvre d'assainissement public, la Révolution, qui se distingue par un plus grand respect de la dignité de l'homme, par plus de justice dans les rapports sociaux.

La Révolution a accumulé bien des ruines : parmi les plus regrettables signalons la disparition de toutes les institutions de bienfaisance fondées pendant les quatorze siècles de monarchie. Accrus par des libéralités successives, les hôpitaux étaient devenus grands seigneurs fonciers, puissances dans l'État, qui ne demandant de secours ni au Roi, ni à la Ville, conservaient jalousement une indépendance que nous ne connaissons plus. En supprimant la main-morte, la Révolution atteignait bien plus ces œuvres séculaires que la propriété ecclésiastique toujours précaire et contestée. L'Hôtel-Dieu de Paris y perdait, avec ses immenses domaines, ce titre d'Hôpital Universel dont il était si fier : il devenaient l'Hospice de l'Humanité, réservé aux seuls Parisiens.

Les finances municipales, encore peu solides, ne purent supporter la charge des vastes et coûteuses fondations dont elles héritaient et il fallut songer bientôt à rétablir celles dont la nécessité s'imposait le plus. Entrer dans l'examen de l'œuvre de la Révolution serait en dehors de mon sujet : elle se contenta de leur fournir de nouvelles ressources par la création des octrois de bienfaisance et de laisser les donations reconstituer peu à peu une main-morte à leur profit.

L'Assistance publique ne prit sa forme moderne qu'en 1804 par l'institution du Conseil général des hospices : parmi ses membres les plus laborieux, je signalerai l'un de nos concitoyens, Parmentier, dont la statue décore l'une de nos places publiques, et à côté de lui, La Rochefoucauld-Liancourt, de Gérando, Benjamin Deles-

sert qui, avec Montyon, paraissent, mieux que tous les progrès matériels, donner la formule d'une époque.

Appelé depuis peu à vivre dans la société de ces illustres morts, j'ai hésité longtemps à choisir parmi eux. Je ne pouvais vous rendre le charme de leur conversation : un volume même n'y aurait pas suffi. Faire un choix était difficile ; n'en pas faire était impossible.

Le duc de La Rochefoucauld naquit le 11 janvier 1747 et mourut à l'âge de 80 ans. Lié avec Turgot et les Encyclopédistes, il envisagea toujours la bienfaisance comme un devoir pour les gouvernements, comme une charge qu'ils n'avaient pas le droit de laisser aux particuliers. Député de la noblesse aux États-Généraux, nous le voyons réclamer la réunion des trois ordres et prendre séance au milieu du tiers-état. Il présidait la nuit du 4 août et donna l'exemple d'un sacrifice nécessaire en jetant au bûcher les titres de ses droits seigneuriaux. Partisan d'une monarchie constitutionnelle, il n'hésita pas à proposer la République, après le 10 août, à l'assemblée des Feuillants, mais en même temps, dans son loyalisme, il mettait à la disposition de la famille royale son château de Gaillon et sa fortune personnelle. Les foules et les assemblées sont rarement équitables ; le duc de La Rochefoucauld, qui s'était consacré à diriger les travaux du Comité de Mendicité, devint suspect et dût émigrer. A son retour, sa conception politique avait changé, quoiqu'il restât profondément libéral ; dans l'exil, il refusait le cordon bleu offert par celui que son entourage nommait déjà Louis XVIII ; rentré en France, il acceptait l'ordre nouveau de la Légion d'honneur. De 1804 à 1827, dédaigneux des honneurs, il siège au Conseil des Hospices, cherchant à réaliser le plan d'assistance qu'il avait si sagement tracé. Pour lui, le secours qui ne permet pas de sortir de la misère est un secours inutile. Nous le voyons propager l'enseignement mutuel, encourager la société pour l'instruction élémentaire et créer dans son domaine de Liancourt la première école d'Arts-et-Métiers, origine de l'école de Châlons. Un contemporain disait de lui en 1820 : « Il a su constamment unir dans sa pensée les droits de la liberté et ceux du trône ; aussi ne jouit-il d'aucune faveur auprès de la faction qui n'aspire qu'à exploiter la monarchie dans l'intérêt de sa cupidité, de son ambition et de ses haines ». La mort du duc de Liancourt

ne désarma pas ses envieux : l'École des Arts-et-Métiers avait réclamé l'honneur de porter au cimetière ses restes mortels ; la Restauration préféra risquer une émeute.

Né dans une condition plus modeste, M. de Gérando ne partageait pas le libéralisme du duc de La Rochefoucauld : dès sa jeunesse, il était royaliste et prenait les armes à Lyon contre le Comité Central, non qu'il fut hostile aux idées philosophiques, il était disciple de Condillac ; mais le pouvoir représentatif lui inspirait une invincible répulsion. Ses études administratives, qui le désignèrent à l'âge de 36 ans pour siéger au Conseil d'État, firent de lui un auxiliaire précieux et presque indispensable des divers gouvernements. Membre du Conseil Général des Hospices, cinq ans après la mort du duc de La Rochefoucauld, il reprit la tradition autant que le permettait sa modeste fortune. Son traité de la Bienfaisance publique, son Visiteur du Pauvre, sont restés nos meilleurs guides ; son œuvre personnelle, l'Asile-Ouvroir, réalisait l'une des pensées les plus chères au duc de Liancourt en ouvrant ses portes aux femmes privées de l'éducation professionnelle et en leur apprenant l'un de ces métiers dans lesquels le goût de la Parisienne lui assure une prépondérance incontestée.

Avec Benjamin Delessert, nous trouvons un type plus moderne de la bienfaisance : il n'est pas né grand seigneur comme le duc de Liancourt, et sa fortune patrimoniale — il était millionnaire en venant au monde — ne l'a pas dispensé du labeur quotidien. Sa mère était liée d'amitié avec celui qui a mérité par excellence le nom d'ami des classes laborieuses, Benjamin Franklin. Son père, philanthrope lui-même, s'était enrichi par deux créations, excellent emploi de ses capitaux, et, à leur époque, œuvres de bienfaisance, la Caisse d'Escompte et les Assurances contre l'Incendie. Possesseur, au moment du blocus continental, de l'une des plus grandes fortunes de son temps, il introduisit en France le sucre de betterave qui mettait à la portée de tous un article devenu première nécessité. Libéral dès sa jeunesse, il fut pendant 23 ans membre de la Chambre des Députés, y proposa l'abolition de la peine de mort et fit voter la suppression de la Loterie et de la Ferme des Jeux. Il engagea Louis XVIII à accepter, avec le drapeau tricolore, les idées dont il est le symbole : méconnu comme le duc de La Rochefoucauld, il se consacra à des œuvres plus durables. Avec

Darcel, Chaptal et Parmentier il créa la Société d'Encouragement; avec La Rochefoucauld-Liancourt les Caisses d'Épargne et la Société Philanthropique. Membre, pendant 46 ans, du Conseil Général des Hospices, il comblait nos insuffisances du crédit de ses derniers personnels, réalisant ainsi sa devise : « Depuis le verre d'eau apporté au malade jusqu'aux plus magnifiques donations, tout devient, pour celui qui donne, une source de jouissances ».

Entre ces caractères si dignes d'une biographie étendue, je n'ai pas voulu choisir : j'ai pris un autre ami des pauvres, qui n'a jamais brigué l'honneur de siéger dans leurs conseils, qui a mis sa coquetterie à cacher ses bienfaits et qui leur a laissé le plus magnifique héritage : j'ai choisi le baron de Montyon.

Ne me demandez pas de vous faire son portrait ; M. de Montyon était portraitiste de talent, mais peu porté à flatter son modèle et il s'est bien gardé de poser pour a postérité. Son sculpteur, Bosio, a pris soin de nous en avertir en demandant au Conseil Général 200 francs pour le brave homme qui est venu figurer devant son ciseau le bienfaiteur des pauvres.

Auget de Montyon naquit le 23 septembre 1733, dans un de ces vieux hôtels du Marais, qui furent l'asile des opinions libérales et le berceau des idées modernes. Sa famille apparentée aux Trudaine, aux Le Camus, aux Pajot, appartenait à cette bourgeoisie parisienne où la royauté aimait à choisir ses conseillers depuis que la noblesse avait délaissé les grandes charges pour la vie de cour. Les Colbert, les Séguier, les Turgot, les Malesherbes ne faisaient pas remonter leur blason aux Croisades : les nobles leur reprochaient de « sentir la boutique de leur père », mais l'amour du bien public et le souvenir d'une origine dont ils ne rougissaient pas faisaient de ces hommes laborieux et intègres l'honneur de leur époque.

L'humanité a ses faiblesses : la bourgeoisie hantée avait ses armes. Les Auget portaient d'argent à une fasce de gueules, accompagnée de trois têtes d'aigles de sable, arrachées et languées de gueules, posées deux en chef et l'autre à la pointe de l'écu. Est-ce à dire que leur noblesse ait été bien certifiée ? Rien de moins sûr, mais que nous importe cette innocente prétention ?

Le baron de Montyon s'en préoccupait aussi peu que de sa toi-

lette : la Cour n'épargnait guère sa perruque ample et démodée, qu'il n'y présentait que le moins possible. A 22 ans, il était procureur au Châtelet, fonctions graves, pénibles pour un homme bienveillant et qui lui montraient l'humanité sous l'aspect du vice, quand il lui aurait été si agréable de ne connaître que ses vertus.

Cinq ans après, il est conseiller au grand Conseil et chargé des affaires de la librairie sous la direction de M. de Malesherbes dont on connaît le mot : « Honneur aux livres brûlés ». Sous cette administration, ni Diderot, ni Marmontel ne connurent les honneurs du bûcher.

Il allait être forcé de requérir contre Voltaire pour une affaire d'introduction clandestine de livres étrangers, lorsque le roi le nomma intendant d'Auvergne, charge importante puisque le « Lieutenant pour le roi » devait veiller à tout ce qui intéresse la justice, la police et les finances.

Cette province était dans une situation lamentable : « Depuis plusieurs années les récoltes avaient été mauvaises, le blé valait 72 livres le setier, on s'arrachait le pain noir des paysans, l'herbe était la nourriture de quelques-uns ». Le nouvel intendant se fit précéder par des bienfaits dont il confia la distribution à Turgot, son voisin de Limoges. Entre ces deux hommes, une étroite amitié ne tarda pas à s'établir : différents sous tous les autres rapports, ils se retrouvaient dans une commune passion pour le bien. L'intendant du Limousin avait des vues vastes et générales : il méditait déjà peut-être l'abolition des douanes intérieures et la libre circulation des blés. Plustimide, l'intendant d'Auvergne apportait une attention incessante aux détails, une application minutieuse à tous ses devoirs administratifs, un dévouement qui faisait de lui le modèle du fonctionnaire, capable de sacrifier au bien public non seulement les émoluments de sa charge, mais même sa fortune privée. Vous n'auriez de lui qu'une idée incomplète si vous le supposiez incapable d'énergie lorsqu'il voit un progrès à réaliser : dans ces liasses où il a consigné au jour le jour les pensées et les actes de sa vie administrative, j'ai trouvé un curieux passage qui mérite d'être cité.

L'Auvergne était sans moyens de communication, ses routes, peu nombreuses, étaient coupées de fondrières infranchissables, et tout puissant sous d'autres rapports, il n'avait pas l'autorité

nécessaire pour les faire réparer. Ses perplexités et ses délicatesses de conscience se révèlent dans les pages suivantes :

« Je ne sais si la part que j'ai eue en cette partie de l'Administration m'abuse sur son étendue et ses effets, mais il me semble que c'est de toutes la plus importante.

« La facilité des communications me semble former un peuple nouveau : ce n'est pas seulement sur la richesse ou le commerce qu'elles influent, c'est sur les mœurs, et les chemins ont souvent servi au bonheur de l'homme. Ils ont servi à la propagation des lumières : sous différents aspects, ils ont servi les mœurs puisque les communications des hommes les uns avec les autres y sont favorables ou contraires.

« Tant qu'il n'existe pas de communications, chaque pays est riche de la nature des choses qu'il a : la contrée qui produit des grains ne peut point en échanger le superflu avec des vins ; celle qui n'a que des vins ne peut les échanger avec des bois et ainsi chacune de ces contrées est pauvre au milieu de la richesse.

« C'est avec justice qu'on a reproché aux historiens de n'avoir écrit que l'histoire de nos rois ; mais encore on peut reprocher à tous nos écrivains de ne voir que les habitants des villes et d'oublier ceux de la campagne, plus de la moitié de la nation. On parle, on s'occupe, on s'affecte des gens qu'on voit, avec lesquels on est en relations, et le malheur qu'on ne voit pas a un effet bien faible sur des êtres qui ne reçoivent leurs affections que par les sens.

« Depuis environ 35 ans que les grandes routes ont été ouvertes et multipliées en France, il s'est fait une révolution dans les esprits et dans les mœurs. Une multitude d'erreurs grossières a disparu : pour des hommes qui ne savent pas lire ou qui n'en ont pas le temps, voir d'autres pays, entendre leurs semblables est le seul genre d'instruction. Dans les capitales, au milieu des livres et de l'élite de la nation, on ignore que l'homme qui va à la ville pour porter ses denrées et rapporter des marchandises, a l'esprit plus ouvert que celui qui n'est jamais sorti du territoire de sa paroisse. Ce sont les chemins qui ont placé dans les villages des artisans ; il ne faut pas considérer si la multiplication des laboureurs est plus intéressante : les artisans qu'on trouve à la campagne sont nécessaires à l'homme de la culture, maçons, tisserands, tailleurs, corbonniers, charrons, maréchaux. Dans les pays où il en existait, ils

se sont perfectionnés, la comparaison de leurs méthodes avec celles observées à la ville leur a donné les moyens d'abréger leurs procédés, et il est intéressant que les ouvrages des arts soient faits par les procédés les plus simples et dans les pays où la subsistance est à meilleur compte.

« Ce sont les grands chemins qui ont chassé les sorciers des campagnes; considérez qu'il ne s'en trouve pas dans les campagnes où passent les grandes routes et qu'ils sont relégués dans les lieux écartés où il existe peu de relations. Toutes les erreurs populaires ont eu le même sort et elles ont fui ou disparu à mesure que les routes se sont multipliées.

« Peut-être y a-t-il eu dans les campagnes moins de dévotion et plus de religion.

« Il y a eu moins de fidélité conjugale et c'est un grand mal. Il y a eu moins d'application au travail et c'est encore un grand mal, mais le travail a été dirigé avec plus d'intelligence.

« Il y a plus de procès, encore un grand mal; mais il n'y a peut-être pas eu moins de bonne foi dans la classe du peuple, car l'homme le plus ignorant n'est pas le plus fidèle.

« Il y a eu moins de violences, moins d'oppression, moins d'ivrognerie, moins de batteries, moins de vols, d'incendies, d'assassinats, d'empoisonnements, moins de crimes atroces. Il y a eu moins de paysans battus par leurs seigneurs : les mœurs se sont adoucies et l'homme a été plus éclairé, moins méchant, moins malheureux.

« L'état d'homme a été plus respecté, grand résultat dont la vérité ne peut être contestée, résultat qui a existé non seulement pendant l'ouverture des chemins, mais par cette ouverture : en un mot, les chemins dont produit tout l'effet qui peut résulter de leur activité avec l'intérieur.

« Un navigateur qui, après de longues courses sur mer, aperçoit le port, se rappelle avec plaisir ses fatigues et ses dangers et s'étonne d'y avoir échappé; tel est le sentiment que j'éprouve.

« On ne conçoit plus quelle aversion terrible le peuple opposait à l'ouverture des chemins : les habitants sauvages de pays inaccessibles étaient farouches comme des bêtes féroces, et il serait difficile de leur reprocher leur haine et leur aversion. L'autorité ne se manifestait dans ces contrées que pour intimor des ordres durs,

annoncer des charges et des malheurs : un huissier venait saisir ses meubles, un garnisaire l'obligeait à le nourrir jusqu'à ce qu'il eut payé les impôts, la maréchaussée l'arrachait de ses foyers pour l'envoyer dans des pays éloignés périr les armes à la main, sort dont la crédulité populaire augmentait encore l'horreur.

« Aussi s'était-il élevé dans les campagnes une fureur contre les chemins dont un peuple paisible n'a pas même l'idée.

« Il fallait donner des gardes à nos ingénieurs et on traçait un chemin presque comme en pays ennemi : il fallait que l'homme armé forçât le cultivateur à quitter ses foyers pour se rendre sur le chemin et y travailler. Quelquefois il y avait des batailles et il est certain que l'exécution, confiée à des mains plus ou moins pures, a donné lieu à beaucoup d'abus ; il faut s'y attendre dans toute administration nouvelle, comme dans toute machine récemment inventée on trouve beaucoup de défauts. J'abrège, et je ne me rappelle qu'avec un sentiment d'amertume et de douleur profond que dans les premiers temps, il n'a presque point été ouvert de chemin qui n'ait été cimenté par du sang. Au milieu de ces orages et de ce mécontentement public, j'ai reconnu deux grandes vérités trop prouvées en administration : l'une que souvent il faut forcer les hommes à être heureux, l'autre que pour les services les plus réels il faut s'attendre à l'ingratitude. Cependant le temps des lumières et de la justice est arrivé : ces chemins ont été demandés, les corvéables même ont offert leurs bras et leurs chevaux et se sont plaints qu'on ne les employât pas pour un service qu'ils faisaient auparavant avec tant d'horreur.

« On a pu me considérer comme un homme dur : qu'on reproche donc la cruauté au médecin qui ordonne des remèdes, au chirurgien qui opère, à tous ceux qui font souffrir quelque douleur pour rétablir ou assurer la santé, en un mot à tous ceux qui préfèrent un mal moindre à un mal plus grand, la seule manière de faire du bien dans l'humanité.

« Mais si j'ai vu l'avenir plutôt que le présent, si j'ai préféré mon devoir à la réputation, et si je n'ai attendu ma justification que du temps et du sentiment public, ai-je droit à la reconnaissance de mes compatriotes ?

« C'est une grande irrégularité qu'une charge aussi gréveuse que la corvée imposée sur les sujets du Roi sans un titre formel

émané de sa puissance, mais telle était la difficulté de ce genre d'affaires et tels sont les abus dans ce royaume que l'inexistence de la loi est moins dangereuse que les abus qui peuvent résulter de la loi. Quelle loi, en effet, que celle qui aurait ordonné aux sujets du Roi de travailler sans salaire, et qu'une telle législation serait devenue formidable. Tel était l'effet de cette singularité que l'irrégularité était un remède et que ce désordre était le garant d'un grand bien. J'ai même cru qu'il était dangereux de donner sur cette matière une instruction, de crainte qu'un plan arrêté ne donnât trop de consistance à un établissement qu'on ne devait faire qu'en vue de le réformer, de le supprimer et de le changer.

« Dans un temps où les Cours de Justice ont pris une grande autorité, où le mauvais état des finances et les fautes de l'administration donnaient aux prétentions de ces Cours une nouvelle force, on ne souffrait plus aucun établissement qui ne fut autorisé par une loi : Tout était soumis aux règles et aux formes judiciaires.

« Dans ce même temps, j'ai conçu qu'il était possible d'établir un droit nouveau ; j'ai cru que cette institution serait mieux justifiée par elle-même que par un édit et que les entraves judiciaires nuiraient plus que ne servirait l'autorisation. J'ai cru qu'il était des entreprises qui ne pouvaient être justifiées que par le succès et par leur utilité démontrée, et tandis que la perception des impôts a éprouvé de grandes contradictions, qu'on a eu des arrêts de défense et des décrets contre les exacteurs, toute mon opération, en évidence à tous les yeux, mais soustraite à l'inspection des Cours, s'est soutenue par elle-même ».

Ce plaidoyer était inutile : lorsque M. de Montyon quitta l'Auvergne, les villes d'Aurillac et de Mauriac élevèrent des monuments commémoratifs de son administration, et plus tard, dans l'exil, l'Auvergne lui envoyait encore le plus touchant témoignage de sa reconnaissance.

Bienfaisant, habile, prudent, tel avait été M. de Montyon en Auvergne ; tel il se montra lorsqu'une intrigue de Cour l'envoya en Provence. Je n'en citerai qu'un seul trait : la ville de Marseille, décimée par la peste en 1720, réclamait depuis 50 ans le curage de son port ; la marine et les finances se renvoyaient la charge de ce

travail onéreux. M. de Montyon le fit faire de ses deniers et l'on n'osa pas lui en refuser le remboursement.

De Provence, M. de Montyon passa en Aunis : même attention minutieuse à la conduite des affaires. Les soldats de l'inscription maritime, après une courte navigation, obtenaient d'entrer dans les compagnies de gardes-côtes, dont la noblesse locale composait les cadres; les soldats de cette garde nationale n'existaient guère qu'à titre de justification du nombre des gradés, et une revue d'instruction démontra bien vite à l'intendant que toute cette organisation n'était qu'un décor. J'ai plusieurs cartons de rapports sur cette question dont dépendait la sécurité du littoral; heureusement ses observations furent écoutées et la réforme, vigoureusement menée, permit après la pacification de la Vendée de rendre disponible, en mobilisant ces troupes d'élite, l'armée des côtes de l'Océan qui devait former les meilleurs éléments du Camp de Boulogne et de la Grande-Armée.

Le climat humide de la Rochelle rendit ce poste intenable à M. de Montyon, débilité déjà par l'excès de travail : en 1775, à 42 ans, il demandait son rappel à Paris dans une note remise au roi par M. de Malesherbes et dont je détache une simple phrase :

« La fièvre et le renouvellement d'anciens accidents de poitrine ont pensé me rendre mon dévouement funeste : j'ai du moins la consolation que mon travail n'a pas été infructueux. Je suis en état de prouver que toute l'administration de ce département est sur un meilleur pied que lorsque je l'ai prise. »

Suivant son désir, M. de Montyon fut rappelé à Paris : six semaines après, il était nommé Conseiller d'État. Les nombreuses liasses qui se trouvent dans nos archives montrent combien grande fut son activité; en parcourant ces longues pages de statistiques écrites de sa main, on retrouve les éléments de discussions dont l'objet nous échappe et que les registres du Conseil d'État, brûlés en 1871, nous auraient permis de reproduire : quant aux conclusions, son caractère est si nettement tracé que tous les historiens pourraient en donner l'analyse.

La Révolution ne lui causa ni surprise, ni répugnance : il connaissait les souffrances du peuple, il avait déjà fondé sous le voile

de l'anonyme quelques-uns des prix que nos académies distribuent chaque année et lorsque vint la mode d'émigrer, il ne céda pas à l'entraînement de cette Cour frivole dont il n'avait jamais partagé les illusions. Prudemment, à pas comptés, il se rapprocha de la frontière qu'il ne franchit que le 15 février 1793, lorsque la monarchie ne pouvait plus être sauvée. Peut-être même serait-il resté en France, acceptant les institutions nouvelles, si le syndic de Meaux n'avait pas mis le sequestre sur le château de Montyon-Chambry, auquel il tenait tant. Dans l'exil, il rencontra ce monde qu'il avait vu à la Cour, ce monde dont son ferme bon sens ne pouvait approuver les rancunes et en réponse à M. de Calonne, il composa en 1796, son Mémoire au Roi, la plus importante de ses œuvres politiques, dont cependant je ne citerai qu'une phrase.

« Je proteste que dans tout homme je reconnais un frère, que je m'honore du nom de citoyen et que j'en défendrai les droits tant que j'existerai; que j'abhorre le despotisme et que nul plus que moi ne mérite le titre de patriote, car pourquoi céder à un fanastime coupable ce titre qui exprime un devoir et une vertu? ».

On reconnaît l'homme qui, en 1782, fondait un prix pour récompenser l'œuvre capable de rendre moins malsaine une opération industrielle. Aussi courageux que bon, il n'hésite pas à dire des vérités pénibles, il constate d'un œil assuré les réformes nécessaires, et ne maudit pas ceux qui les ont entreprises. Il engage le roi à accorder de bonne foi une charte constitutionnelle et de retour en France, il conseillera à Louis XVIII d'accueillir le monde moderne par cette formule : « Il n'y a rien de changé, je ne vois qu'un Français de plus! » Heureuse la Restauration si elle avait su rester fidèle à cette devise?

Nous avons anticipé sur les événements. Dans l'émigration la conduite de M. de Montyon ne se dément pas. Réfugié à Londres, il fréquente à peine les milieux aristocratiques où se rencontre cette vieille noblesse qui vit des subsides d'une nation en guerre avec sa patrie, mais vous le trouvez chaque jour dans les faubourgs où habitent nos soldats prisonniers : pour eux il a plus que l'aumône matérielle, il apporte en même temps ses paroles de consolation et d'espoir. Sans doute il n'oublie pas ses corréligionnaires

politiques, il a placé, pour eux, dans les banques les plus solides, une partie de la fortune qu'il a su épargner lorsque tant d'autres dépensaient follement et, à sa mort, ces banques restituent aux Hospices de Paris une fortune qu'il ne soupçonnait pas lui-même, produit des fonds non employés et capitalisés de ses bonnes œuvres. Cet actif de la succession Montyon mérite d'être indiqué :

Biens et revenus recouvrés en France.	2.369.809 78
Part dans le milliard des émigrés....	815.292 57
Recouvrements à l'étranger.....	3.617.320 69
Total.....	<u>6.802.422 95</u>

C'est par des chiffres qu'il convient de répondre au reproche de laderie qui lui a été souvent adressé.

Il me reste à vous faire connaître l'écrivain, méconnu pendant sa vie et éclipsé par le philanthrope après sa mort : presque toutes les œuvres dont j'ai à vous parler sont inédites, celles qu'il a publiées sont à peu près oubliées ; cependant son Mémoire sur la corvée peut être comparé sans désavantage à la Dîme royale de Vauban ; celui sur le Progrès des lumières au XVIII^e siècle en fait une émule de Condorcet ; dans son travail sur l'Influence des impôts sur la moralité publique, il égale Adam Smith et ses travaux historiques le rapprochent de Voltaire et de Montesquieu. Comme finesse dans l'observation des caractères, c'est à peine si le mérite de Saint-Simon, depuis longtemps proclamé, peut être opposé aux portraits qu'il trace dans ses particularités sur les ministres des finances et c'est par quelques portraits que je vous demanderai la permission de terminer.

Prenons d'abord l'auteur du Pacte de Famine :

« C'était un être fort extraordinaire que cet abbé Terrai et heureusement d'une espèce rare. Son extérieur était dur, sinistre et même effrayant : une grande taille voûtée, une figure sombre, l'œil hagard, le regard en dessous avec indice de fausseté et de perfidie, les manières disgracieuses, un ton grossier, une conversation sèche, point d'épanouissement de l'âme, point de confiance, jugeant toute l'espèce humaine défavorablement, parce qu'il la jugeait d'après lui-même, un rire rare et caustique. En affaires, il ne dis-

cutait pas, ne réfutait point les objections, en avouait même la justesse, et la reconnaissait au moins en paroles, mais ne changeait pas. Sa plaisanterie la plus ordinaire était une franchise grossière sur ses procédés les plus répréhensibles. Il ignorait que les gens en place se font plus de tort par les sottises qu'ils disent que par celles qu'ils font, parce qu'il est plus d'hommes en état de juger leurs paroles que leurs institutions. Jamais peut-être il n'existait d'âme plus glaciale, plus inaccessible aux affections, excepté celles pour les jouissances, et aussi pour la réputation, quand elle pouvait conduire à l'obtention de l'argent. Si l'ordre des affaires le conduisait à faire le bonheur de quelqu'un, il n'en éprouvait aucune satisfaction : quand il nuisait, c'était sans en ressentir aucune peine, sans haine, sans indulgence, sans pitié. Si, dans quelques occasions, les convenances le forçaient à marquer des regrets d'avoir nui, il avait une manière d'exprimer ses regrets qui n'appartenait qu'à lui, on voyait que ce sentiment était dans un ordre de choses hors de sa compréhension ; c'était un aveugle-né qui parlait des couleurs. Il était brouillé avec ses plus proches parents ; ces messieurs le connaissaient trop bien pour ne pas le haïr : il n'était accessible à aucune des jouissances du cœur, ni à celle d'être aimé, ni à celle d'aimer plus grande encore. Il avait des maîtresses, mais seulement pour en jouir, n'exigeant pas d'elles une grande fidélité, ne recherchant pas l'agrément de leur conversation, content pourvu qu'elles occupassent ses nuits, et que le jour elles fissent du bruit dans sa chambre et y causassent un mouvement qui le préservait de l'ennui du silence et de l'isolement, toujours prêt, dès qu'elles ne lui plaisaient plus, à s'en séparer aussi facilement qu'on change de fauteuil quand on ne se trouve pas commodément.

« Nul principe de morale, nul respect pour la justice, nulle honte de chercher à tromper : telle était l'habitude qu'il avait contractée du mensonge, qu'il disait sans rougir ce qu'il était impossible qu'on crût. Il manquait à sa parole sans s'excuser, sans chercher de prétextes. Le vice, dans cette nudité, était plus odieux, plus révoltant qu'il ne l'est communément à la Cour, où il ne paraît que couvert de quelques voiles et souvent paré par les grâces. En même temps qu'il était d'une dureté extrême pour quiconque ne pouvait lui résister ni lui nuire, il était d'une complaisance immo-

dérée et d'une soumission honteuse pour tous ceux auxquels il croyait du crédit, et il n'est pas rare de voir réunies cette dûreté et cette faiblesse qui partent des mêmes dispositions de l'âme. »

La Bruyère n'aurait désavoué ni ce portrait, ni le suivant :

« Qu'on se représente un homme grand, assez bien fait, l'air leste, le visage n'étant pas sans agrément, une figure mobile et de moment en moment changeant d'expression, un regard fin et perçant, mais marquant et inspirant de la méfiance, un rire moins gai que malin et caustique : voilà l'extérieur de M. de Calonne.

« La vivacité d'un jeune colonel, l'étourderie d'un écolier, l'élégance d'un homme à bonnes fortunes, une coquetterie ridicule dans tout autre qu'une jolie femme, l'importance d'un homme en place, le pédantisme de la magistrature, quelques gaucheries d'un provincial : voilà les manières de M. de Calonne.

« Les bons mots d'un homme d'esprit, la finesse et la politesse d'un courtisan, l'astuce d'un intrigant, de la facilité, de la grâce dans l'élocution, quelquefois de la force; des phrases plus brillantes que solides et peu de suite dans la conversation : voilà le ton de M. de Calonne.

« Une grande rapidité de conception, une grande finesse dans la distinction des nuances, mais inaptitude à la méditation, la force de s'élever à de grandes idées, mais sans toutefois les combiner et en apprécier les résultats : voilà le genre et la mesure d'esprit de M. de Calonne.

« Une âme sensible sans être tendre, plus suceptible d'émotion que de passion, l'ambition des grandes places pour être en spectacle; le projet de grandes entreprises, non dans la vue de servir la patrie et l'humanité, mais d'acquérir de la célébrité; une avidité pour l'argent qui n'admettait pas une grande rigidité dans le choix des moyens d'acquérir, mais qui communément n'avait d'objet que l'obtention des jouissances du moment; de la prodigalité sans générosité, la réunion de tous les goûts, l'amour des femmes, de la bonne chère, du jeu, des spectacles, des fêtes, de tous genres de plaisirs; des affections vives et d'une forte explosion, mais peu durables; de l'engouement dans les désirs, de l'emportement dans

la colère, peu de constance dans l'amitié, moins encore dans la haine, des germes de vertus et de vices : voilà les sentiments de M. de Calonne ».

Craignant de se laisser emporter par une trop vive sympathie, M. de Montyon ne trace pas d'un seul coup de plume la physionomie de Turgot : dans un parallèle saisissant, il donne pour ombre à ce portrait la silhouette de l'abbé Terrai. Permettez-moi de la négliger : le grand ministre n'y perdra rien.

« La figure de M. Turgot était belle, majestueuse, avait quelque chose de cette dignité remarquable dans les têtes antiques. Cependant sa physionomie n'était ni douce, ni agréable, et manquait d'expression décidée.

« Ses manières avaient quelque chose de noble, cependant de gêné et d'embarrassé ; il y avait de la disgrâce dans son maintien et de la gaucherie dans tous ses mouvements. Quand il était dans un cercle, il semblait être dans un élément qui lui était étranger, et il était déplacé partout ailleurs que dans son cabinet. Son élocution était difficile, pénible, obscure, mais il en sortait de temps en temps des pensées profondes et des idées lumineuses. Sa conversation tournait presque toujours en dissertation ; il était rare qu'il plaisantât ; cependant il se permettait quelquefois une ironie, mais elle était plus pensée que gaie...

« Né avec une fortune modeste, il bornait ses désirs à celle nécessaire à la représentation des fonctions qu'il avait à remplir : il ambitionnait les grandes places, mais ne cherchait la puissance que comme un instrument de bienfaisance. En lui, l'ambition même était une vertu.

« Cette affection pour l'espèce humaine, ce désir de contribuer à son bonheur était sa passion dominante et même unique et elle était d'une si grande pureté, d'une si grande sublimité, qu'il bornait ses vœux à la réalité du succès, sans que la gloire de l'avoir opéré fut pour lui une récompense nécessaire. »

M. de Montyon savait distribuer la louange et cependant peu de ses contemporains ont trouvé grâce devant lui. Le souvenir de sa mordante causerie a dû influencer sur le jugement un peu sévère

qu'ont porté de lui presque tous les écrivains ; peut-être a-t-il bien fait de ne pas poser devant le ciseau du baron Bosio. A sa mort, il était presque inconnu et sa valeur littéraire n'est appréciée que bien peu de personnes, mais pour le grand public, il est resté le philanthrope incomparable qui a fondé les prix de vertu et encouragé le bien sous toutes ses formes. Cette gloire incontestée vaut mieux que le succès littéraire et les enivrements du pouvoir ; elle satisfait sans doute son désir le plus intime en réalisant le bonheur de ceux qui jouissent de ses bienfaits.